Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

11 mai 2004
N°117 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

GUERRES DE RESSOURCES

# Le déplacement du pouvoir pétrolier

Les gisements pétroliers ne sont pas inépuisables. Certains États dont les réserves s'amenuisent perdent progressivement cette manne. D'autres, surtout au Moyen-Orient, peuvent espérer produire à bas prix encore quelques années. L'augmentation constante de la demande et la baisse prévisible de l'offre à moyen terme inquiètent les États-Unis, premier consommateur mondial. Des économistes de tous bords réclament une régulation de l'accès mondial à l'énergie, faute de quoi les guerres de prédation, comme l'invasion de l'Irak, se multiplieront.

page 2

## Torture : une indignation à retardement

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Suite aux révélations sur la torture en Irak, le *Los Angeles Times* a ouvert un débat sur la démission de Donald Rumsfeld opposant Jeffrey H. Smith, pour qui il faut marquer une rupture, à Midge Decter, affirmant que les démocrates mettent en cause Rumsfeld pour des motifs électoralistes. Azmi Bishara note que les faits sont établis depuis des mois, mais que les États-uniens et les Européens ne se sont indignés que depuis qu'ils ont été montrés par CBS.

page 7

REPÈRE : 11 MAI 1983

## L'Église catholique admet que la terre tourne...

Annoncée lors d'un discours du pape Jean-Paul II deux jours auparavant, devant un parterre de Prix Nobel, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi (ex-Inquisition), réhabilite le savant astronome Galileo Galilei. L'Église ne reconnaît pas s'être trompée, mais annule sa condamnation, 350 ans auparavant, en 1633, pour vice de forme. Galilée, inventeur de la lunette astronomique, avait été arrêté sur ordre du Pape Urbain VIII et obligé, pour sauver sa vie, de répudier les résultats de ses découvertes : la Dynamique, l'analyse expérimentale ou bien la constatation que la Terre tourne autour du Soleil. Il s'était rétracté tout en disant, tout bas selon la légende, « *E pur, si muove !* » (et pourtant, elle tourne !). Emprisonné jusqu'à la fin de sa vie à Florence, Galilei écrit, avant sa mort « *Je ne peux pas croire que le Dieu qui nous a dotés d'esprit, de raison et d'intelligence puisse être le même Dieu que celui qui nous interdit de nous en servir.* » ■

## POUR LES RÉPUBLICAINS, LA TORTURE, C'EST PAS GRAVE

Contrairement à l'impression véhiculée par les médias européens, les partisans de George W. Bush ne sont pas choqués par les tortures en Irak.

Rush Limbaugh, humoriste républicain dont les émissions radio sont assidûment écoutées par 20 millions d'États-uniens, s'est appliqué, le 4 mai, à justifier les mauvais traitements. Dans son show, il s'est indigné que l'on casse la carrière de quelques officiers uniquement parce qu'ils ont pris du bon temps avec les prisonniers. Jonathan Last, éditeur du néo-conservateur *Weekly Standard*, a déclaré que les faits reprochés n'étaient pas si graves et les a comparés à du bizutage. Cal Thomas, commentateur de *Fox News*, a affirmé « *S'il y a eu des humiliations, ce n'est pas de la faute de l'Occident. C'est celle des musulmans* ».

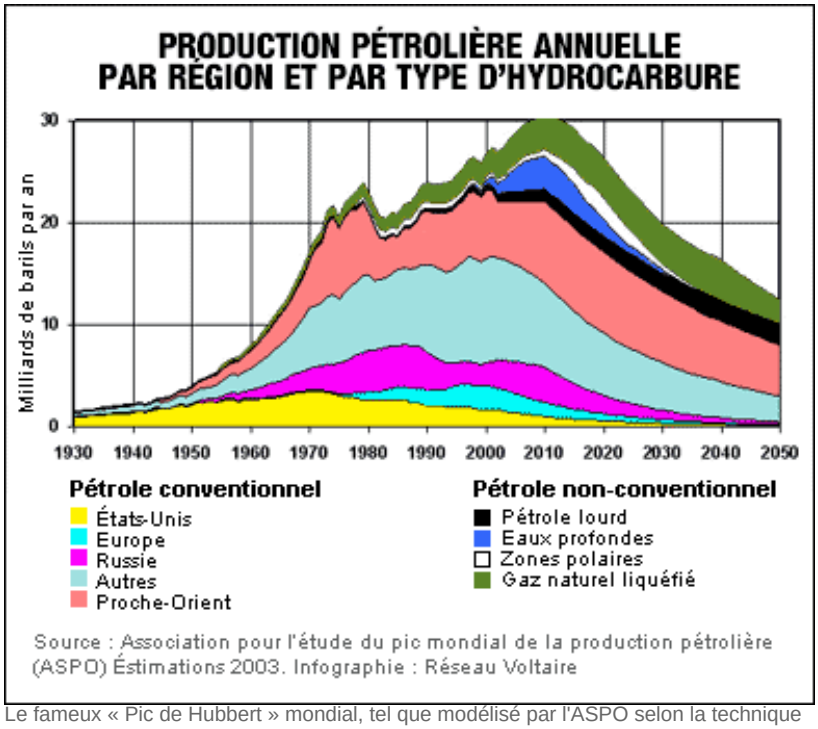
La Maison-Blanche s'est refusée à condamner ces propos. Auditionné par la Commission sénatoriale des Forces armées, Donald Rumsfeld a présenté, le 7 mai, ses excuses pour la mauvaise image des États-Unis donnée la publication de photographies de tortures, pas pour les tortures elles-mêmes. ■

## Guerres de ressources

# Le déplacement du pouvoir pétrolier

**Les gisements pétroliers ne sont pas inépuisables. Certains États dont les réserves s'amenuisent perdent progressivement cette manne. D'autres, surtout au Moyen-Orient, peuvent espérer produire à bas prix encore quelques années. L'augmentation constante de la demande et la baisse prévisible de l'offre à moyen terme inquiètent les États-Unis, premier consommateur mondial. Des économistes de tous bords réclament une régulation de l'accès mondial à l'énergie, faute de quoi les guerres de prédation, comme l'invasion de l'Irak, se multiplieront.**

Le prix du pétrole n'a cessé d'augmenter depuis le 11 septembre 2001, acte fondateur du nouveau régime états-unien. Il a plus que doublé en deux ans et demi. Cette augmentation est due à des mouvements spéculatifs sur les marchés qui tiennent compte du « *facteur risque* » à très court terme, et non des contraintes géologiques et des besoins énergétiques croissants dont les effets ne se font sentir que sur le moyen ou le long terme. Depuis un mois, la hausse s'accélère au point que le baril pourrait atteindre rapidement les 40 $. Les spéculateurs anticipent sur une action militaire imminente de l'administration Bush ; soit des attentats imputés à d'impalpables islamistes suivis d'un coup de palais en Arabie saoudite [1], soit une attaque conventionnelle de la Syrie [2], probablement en juin.




Le fameux « Pic de Hubbert » mondial, tel que modélisé par l'ASPO selon la technique d'estimation développée par le géologue Marion King Hubbert dans les années 50. En ce qui concerne le pétrole conventionnel (limite supérieure de la partie orangée), nous sommes actuellement sur un plateau, qui se manifeste par une importante fluctuation des prix liée à l'incertitude de l'offre à venir face à la demande toujours croissante.

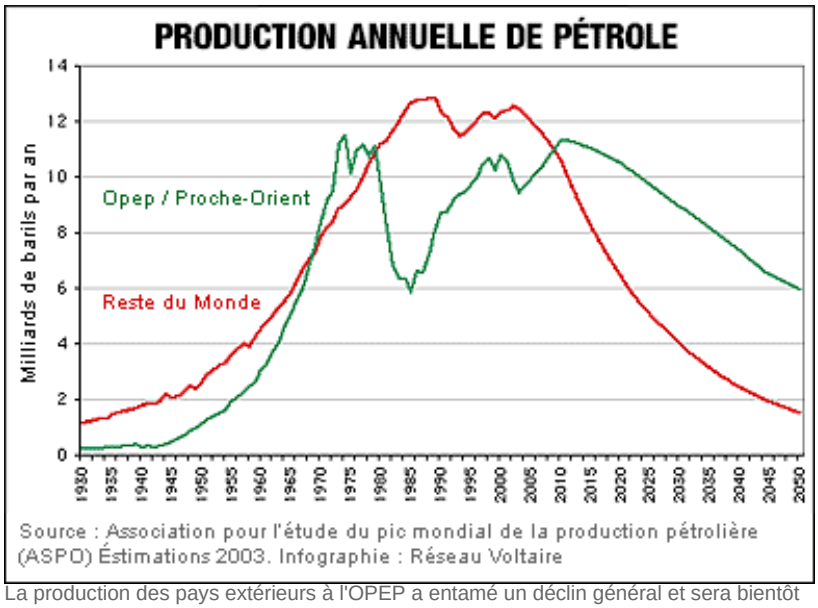
Sur le moyen terme, la demande grandissante d'énergie au plan mondial, notamment imputable à l'organisation de l'économie états-unienne et au développement industriel de l'Inde et de la Chine, va se heurter d'ici quelques années à la baisse de l'offre mondiale de pétrole. On assistera également à une augmentation considérable des prix au fur et à mesure que l'on se tournera vers des gisements de plus en plus difficiles et coûteux à exploiter. Or, selon toutes les projections disponibles, c'est au Moyen-Orient que se trouveront les principaux gisements capables d'exporter au moment où la crise éclatera. Pour la junte pétrolière Bush-Cheney, il convient donc de prendre le contrôle de cette région en la faisant passer par une période d'instabilité, voire de chaos.

Le 31 mars 2004, Yves Cochet alertait la classe dirigeante française sur le déclin de la production de « *pétrole conventionnel* » [3] dans une tribune libre publiée par *Le Monde* [4]. Le député vert se fondait sur les travaux des géologues indépendants de l'ASPO [5].

Dans un éditorial du *New York Times* daté du 7 mai, Paul Krugman rappelait quant à lui que l'un des objectifs principaux de l'invasion de l'Irak était l'augmentation rapide de la production irakienne pour alimenter la croissance. Ainsi, le magnat des médias et grand avocat de la guerre contre l'Irak, Ruppert Murdoch, faisait l'apologie des guerres de ressources en ces termes : « *La meilleure chose qui pourrait en résulter pour l'économie globale, si on peut l'exprimer ainsi, serait un baril à 20 $* ». Krugman observe avec inquiétude que cet objectif n'a pas été atteint. Le renversement de Saddam Hussein et la fin de l'embargo n'ont pas suffit à relancer la production irakienne dans les proportions espérées. La hausse des cours mondiaux continue, tous les jours l'essence est plus chère à la pompe. Krugman reflète la crainte de ses lecteurs et des États-uniens en général : le moment arrive où cette hausse mettra en cause le modèle économique du pays et son mode vie. Il écarte les illusoires solutions

technologiques aux contraintes géologiques (forer davantage de puits ne permettra pas d'enrayer le déclin), pour conclure avec embarras : « *Ce que nous devons faire, c'est nous adapter* ». En terminant sa tribune dans un tel flou artistique, il laisse le choix à ses lecteurs entre l'acceptation de la décroissance (qu'aucun peuple ne saurait admettre sans y être contraint) et la solution militaire. Pour celle-ci, la stratégie Bush n'ayant fait qu'enrichir quelques compagnies amies, comme Halliburton (80% de croissance des dividendes au cours des trois derniers mois), sans régler le problème, il ne reste que la stratégie Kerry [6]. Non sans paradoxe, le candidat démocrate se pose donc comme le continuateur de Bush père qui déclarait en 1991 : « *Notre mode de vie n'est pas négociable* ».

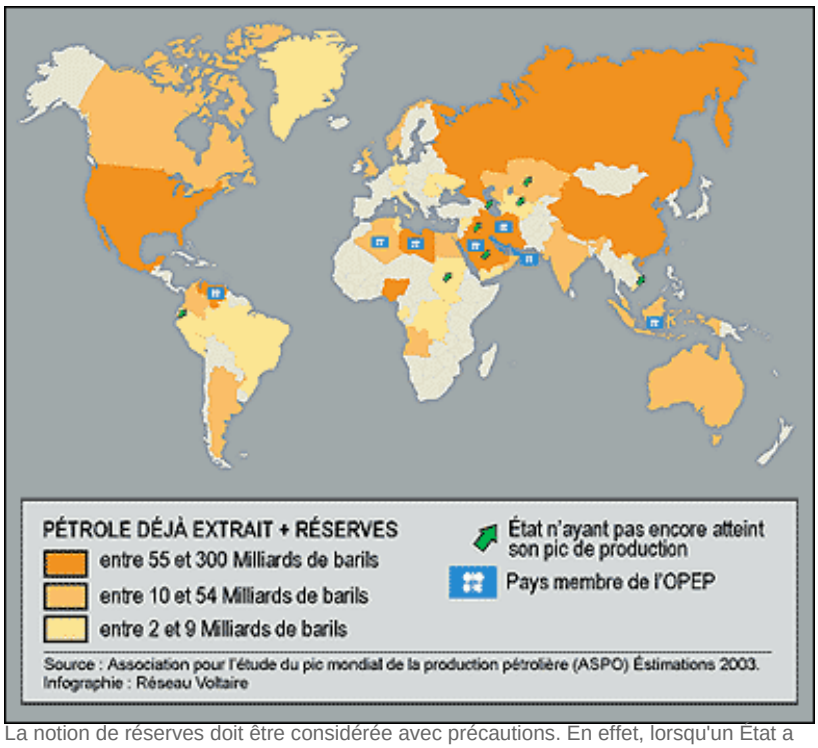
Dans les années à venir, la provenance du pétrole exportable se concentrera progressivement au Moyen-Orient. Pratiquement partout ailleurs, la production a entamé un déclin irréversible. Ainsi, l'OPEP va fatalement prendre le dessus sur les pays hors-OPEP, conférant à l'organisation un pouvoir économique et politique croissant aussi longtemps que la civilisation industrielle sera dépendante de l'énergie fossile. C'est bien cela que craignent les architectes du « *Grand Moyen-Orient* » [7] et qu'ils veulent endiguer par la coercition militaire. Les réserves du Moyen-Orient sont la clé de la puissance pour les décennies à venir. On comprend dès lors mieux la véritable signification de l'appel de ralliement de George W. Bush au lendemain du 11 septembre 2001 : « *Vous êtes avec nous, ou contre nous* ».
En 2010, les pays du Golfe arabo-persique contrôleront à eux seuls plus de 60 % de la production mondiale de pétrole, et surtout 95 % de la capacité d'exportation mondiale. Une bonne partie de la production des autres États ayant des réserves significatives sera alors absorbée par leur propre consommation domestique.
À la lumière des données géologiques et économiques, on pourrait donc reformuler le cri de guerre des néo-conservateurs comme ceci : les pays du Golfe, à majorité musulmane, jouiront d'un pouvoir économique décisif sur l'ensemble du monde industriel, à moins que la force militaire du « *monde judéo-chrétien* » ne les en prive.



La production des pays extérieurs à l'OPEP a entamé un déclin général et sera bientôt dépassée par celle des pays de l'OPEP, avec à leur tête l'Arabie Saoudite et l'Irak. Ce dernier pouvant servir de cheval de Troie aux États-Unis s'ils continuent à l'occuper.

Notons par ailleurs que pour mieux valoriser leur poids économique croissant, les pays de l'OPEP, menés par Hugo Chavez, réfléchissent à l'adoption de l'euro comme monnaie de transactions pétrolières. L'Irak avait d'ailleurs montré la voie avant que l'invasion de la "*Coalition pour un pétrole bon marché*", qui a promptement rétabli le dollar pour les transactions pétrolières.

Dans cette logique, le « *clash des civilisations* » ne serait-il pas qu'un problème de répartition des ressources, donc économique ? C'est bien la seule explication qui tienne, car le monde arabe n'a aucune raison de haïr un pays qui par la force des choses devrait être conduit à devenir son vassal économique. La rhétorique du choc culturel et religieux est un leurre destiné à entraîner l'opinion publique dans le conflit dont l'issue profiterait économiquement à celui qui le provoque.




La notion de réserves doit être considérée avec précautions. En effet, lorsqu'un État a atteint son pic de production, soit la moitié des réserves exploitables, sa production entame un déclin progressif et devient de plus en plus coûteuse. Ainsi les États-Unis, qui ont atteint leur pic de production en 1970, importent aujourd'hui plus de 60 % de ce qu'ils consomment. Leurs coûts de production y sont au moins trois fois supérieurs à ceux d'un pays comme l'Arabie Saoudite qui n'a pas encore atteint son pic. Les États signalés par une flèche verte sont donc les seuls capables d'augmenter leur production face au déclin des gisements dans le reste du monde. Les travaux de l'ASPO montrent que d'ici quelques années, cette augmentation ne suffira plus et la production globale déclinera, faisant basculer le marché mondial du côté de l'offre et non plus de la demande.

Au sein même de l'industrie pétrolière ou à sa périphérie, un nombre toujours plus important de personnalités, pour qui cette perspective de guerre de ressources généralisée n'est pas une bonne nouvelle, prend position pour une remise à plat, dans la transparence, de l'approvisionnement énergétique mondial. Beaucoup de voix réclament en somme le contrôle de la répartition énergétique mondiale par une instance aussi indépendante que possible. C'est aussi bien le cas du vert Yves Cochet, déjà cité, que du libéral Matthew Simmons. Tous deux, et bien d'autres encore, demandent un plan mondial d'urgence pour parer à la crise énergétique imminente [8]. En situation de pénurie, la question du libre-marché ne se pose plus : les acteurs les plus puissants se transforment en prédateurs pour maintenir leur niveau de vie. C'est cette perspective que le tandem Bush-Cheney a anticipé [9] en ouvrant les voies de communication en Afghanistan et en Géorgie, en tentant de renverser

le gouvernement au Venezuela et en envahissant l'Irak.

**Jack Naffair**

**Arthur Lepic**

---

[1] Voir « Aucune amitié ne résiste au pétrole », *Voltaire*, 21 novembre 2003.

[2] Voir « La cible syrienne », *Voltaire*, 27 janvier 2004.

[3] Le pétrole dit « *conventionnel* » est le plus accessible et facile à exploiter, donc le plus rentable, par opposition au pétrole lourd, polaire ou d'eaux profondes, dit pétrole « *non conventionnel* ».

[4] Voir nos Tribunes libres Internationales du 1er Avril 2004.

[5] Nous publions également dans notre rubriques *Controverses*, à l'occasion de ce numéro, la traduction du rapport de Mike Ruppert sur la conférence ASPO qui s'est tenue à Paris en mai 2003. Cette traduction d'Arthur Lepic pour le Réseau Voltaire, présent à la conférence, avait été reproduite à plusieurs reprises et attribuée à tort à d'autres auteurs.

[6] Voir notre article « Militarisme : John Kerry dans le texte », *Voltaire*, 28 mars 2004.

[7] Voir « Bush invente le Grand Moyen-Orient » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 avril 2004.

[8] « Revealing Statements from a Bush Insider about Peak Oil and Natural Gas Depletion », *From The Wilderness*, 12 juin 2003.

[9] Lire « Les ombres du rapport Cheney », par Arthur Lepic, *Voltaire*, 30 mars 2004.

---

Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
**Directeur de la publication :** Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
**Abonnements**
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

---

# Torture : une indignation à retardement

## Analyse

Le *Los Angeles Times* a ouvert un débat sur la démission de Donald Rumsfeld. Pour Jeffrey H. Smith, le départ du secrétaire à la défense est le seul moyen de restaurer l'image des États-Unis dans le monde. Il faut qu'une tête tombe pour marquer une rupture avec les erreurs qui viennent d'être commises. Au contraire, pour Midge Decter, amie et biographe de Rumsfeld, cette question ne devrait pas se poser. Le secrétaire à la défense n'a pas démérité et ce sont les démocrates qui portent atteinte à l'image des États-Unis en le mettant en cause pour des motifs purement électoralistes.

Les démocraties occidentales sont bien malades.
En premier lieu, elles se surestiment. Ce qui conduit Azmi Bishara à s'étonner dans *Dar Al-Hayat* des réactions occidentales à la torture en Irak. Alors que les faits sont établis depuis des mois, les États-uniens et Européens ne se sont indignés de ces pratiques que depuis qu'elles ont été montrées par CBS. Ce ne sont donc pas les faits qui leur importent, mais l'image de soi. D'autre part, les commentateurs les plus scandalisés sont ceux-là mêmes qui, il y a deux ans, préconisaient dans leurs éditoriaux l'usage de la torture contre les terroristes. Ils s'indignent donc d'avoir été suivis. Enfin, comment peut-on s'imaginer que la torture est incompatible avec la démocratie ? En fait, la torture ne dépend pas du régime, mais des conditions politiques. Elle existe toujours dans une situation d'occupation, y compris lorsque l'occupant est une démocratie, comme Israël le montre en Palestine. La seule chose qui varie selon le régime, ce sont les tortionnaires : en démocratie, ce peut être n'importe qui.
En second lieu, les démocraties s'imaginent transparentes. Ainsi Geoff Mulgan, conseiller de Tony Blair, dénonce dans le *Guardian* les mensonges des médias. Selon lui, les États démocratiques seraient des parangons de vertu. Ce serait les

médias contemporains, disposant de moyens financiers considérables, qui fausseraient la vérité, et par conséquent le débat démocratique. Le lecteur reste pantois devant cet énoncé. Comment, au pays d'Hobbes, peut-on penser que l'État ne soit pas essentiellement un Léviathan ? Comment peut-on réduire la démocratie à un système institutionnel et croire qu'il suffît à maîtriser le Léviathan ? Comment un conseiller de Tony Blair qui accéda au pouvoir en faisant alliance avec Rupert Murdoch, peut-il considérer que les pouvoirs politique, économique et médiatique sont séparés ? Comment un conseiller d'un gouvernement qui a fait un grand usage de la propagande, peut-il défausser toute responsabilité sur les médias ? Tout se passe comme si le cabinet Blair recherchait un bouc émissaire pour s'exonérer de ses fautes.
Enfin, les démocraties sont d'autant plus fragiles que, comme les États-Unis, elles ne reconnaissent pas le suffrage universel. À ce propos, Norman Ornstein, de l'American Entreprise Institute, regrette dans le *Washington Post* que la Chambre des représentants n'ait pas réussi à adopter une loi sur la continuité des institutions en cas d'attaque terroriste. Observant qu'en cas de catastrophe majeure ayant coûté la vie à de nombreux parlementaires, il serait en réalité impossible d'organiser rapidement de nouvelles élections, il préconise un système de nomination des remplaçants. Mais en réalité, derrière ce débat, apparemment technique, reviennent des discussions qui divisèrent les pères fondateurs des États-Unis. La nomination des parlementaires fédéraux par les États fédérés est un procédé équivalent au suffrage censitaire pour permettre un contrôle du Congrès par les notables de province au détriment du peuple.

Aleksander Kwasniewski, président de la République de Pologne, a prononcé un discours devant l'University College de Londres, dont *The Independent* reproduit des extraits. Coincé entre les intérêts de la nouvelle classe économique dirigeante, qui a lié son sort aux États-Unis, et ceux de la majorité de sa population, hostile à l'intervention en Irak, M. Kwasniewski cherche, comme d'autres, une porte de sortie. S'appuyant sur le précédent de l'OTAN en Afghanistan, il souhaite donc une internationalisation de l'occupation de l'Irak.

**Réseau Voltaire**

## Jeffrey H. Smith

Ancien membre de la Commission d'enquête indépendante sur le

# « Il doit partir... immédiatement »

Source : Los Angeles Times
Référence : « He Must Go ... Immediately », par Jeffrey H. Smith, *Los Angeles Times*, 7 mai 2004.

La révélation de photos montrant des soldats américains soumettant des prisonniers irakiens à la torture aura un impact identique aux photos de My Laï au Vietnam sur la guerre au terrorisme et nos efforts pour apporter la démocratie. Ces photos ont détruit les derniers soutiens dont les États-Unis

scandale Iran-Contras, Jeffrey H. Smith est ancien conseiller juridique général de la CIA, il est avocat à Washington. Il a été conseiller général de la Commission des forces armées du Sénat (1984-1988). Il a été membre de la Task Force on National Security in the Information Age, groupe financé par la Markle Foundation, qui regroupait les principales sociétés de hautes technologies et des représentants des agences de renseignement des États-Unis.

bénéficiaient dans la région et peut-être dans le monde. Elles alimentent la haine anti-états-unienne et soulèvent la suspicion sur notre sincérité en matière de Droits de l'homme.

Notre dernier espoir de retrouver notre crédibilité est la démission de Donald Rumsfeld. Malheureusement, George W. Bush a rejeté cette éventualité. Toutefois, l'administration Bush doit reconnaître sa responsabilité dans les actions commises par les troupes en Irak, les bonnes comme les mauvaises. Cela suffit à demander la démission du secrétaire à la Défense en raison des dysfonctionnements dans la chaîne de commandement. Rumsfeld a certes réussi des modifications profondes dans l'armée états-unienne, mais son plan pour l'après-guerre en Irak s'est révélé totalement inefficace et il a perdu la confiance du pays.

Dans les systèmes parlementaires, il est d'usage qu'un ministre démissionne quand sa politique a échoué, mais ce n'est pas la tradition aux États-Unis. Toutefois, Rumsfeld est tellement associé à la politique agressive en Irak que son départ pourrait à la fois nous permettre de retrouver notre crédibilité et faciliter les conditions de notre présence en Irak. C'est pourquoi il doit s'excuser auprès des Irakiens et démissionner.

## Midge Decter

Midge Decter est membre du Conseil d'administration de la Heritage Foundation et du conseil d'orientation de la Hoover Institution. Elle a été membre du Committee on the Present Danger, directrice du Nicaraguan Freedom Fund et membre fondateur du Project for a New American Century. Elle est l'auteur de *Rumsfeld : a Personal Portrait*. Son mari est Norman Podhoretz, rédacteur en chef de *Commentary*.

# « Si Rumsfeld est poussé dehors, nous sommes tous perdants »

Source : Los Angeles Times
Référence : « If Rumsfeld Is Driven Out, We All Lose », par Midge Decter, *Los Angeles Times*, 7 mai 2004.

Le général Sherman a affirmé : « La guerre c'est l'enfer ». Pourtant, il ne parlait pas de la lutte contre des combattants se cachant parmi les civils à laquelle nous devons faire face aujourd'hui. À cette situation déjà difficile vient s'ajouter un scandale sur le comportement de quelques gardiens de prison.

Ce scandale n'est rien de plus que le fruit d'un acte d'opportuniste en pleine campagne électorale d'opposants à la guerre et d'opposants à l'administration Bush. La conduite des gardes est inadmissible et elle a été condamnée par toute l'administration Bush qui a promis une réorganisation de ces prisons. George W. Bush a même présenté ses excuses au monde arabe. Il faut cependant garder à l'esprit qu'il s'agit d'une guerre et que les troupes américaines ont presque toutes été incroyablement civilisées, surtout comparées aux Irakiens. Pourtant aujourd'hui, certains réclament la tête de Donald Rumsfeld.

Il a été annoncé dans la presse que George Bush aurait tancé son secrétaire à la Défense pour ne pas lui avoir parlé plus tôt des photos et Rumsfeld s'apprête à subir une épreuve difficile devant la Commission des Forces armées du Sénat. Ce n'est qu'un des premiers assauts de la presse contre lui et, à en croire les militaires qui s'opposent à ses réformes, il aurait déjà dû rendre compte de notre défaite certaine en Irak trois jours après le début de l'offensive. Aujourd'hui on s'attaque à l'un des meilleurs serviteurs de l'État et cette histoire, montée en épingle par les démocrates, en dit surtout long sur ces gens.

## Azmi Bishara

Membre de la communauté arabe israélienne, Azmi Bishara est élu à la Knesset. Le gouvernement Sharon avait tenté de lui interdire de se présenter à la dernière élection législative en raison de ses prises de positions.

# « Le dialogue des cultures à Abu Ghraib »

Source : Dar Al-Hayat
Référence : « The Dialogue Of Cultures At Abu Ghraib », par Azmi Bishara, *Dar Al-Hayat*, 7 mai 2004.

Alors que nous nous étonnions encore du nouveau drapeau irakien, qui semble symboliser qu'en Irak il n'y a que deux fleuves et des Kurdes et qui ressemble beaucoup au drapeau israélien, nous avons entendu les informations concernant la torture à la prison d'Abu Ghraib. La première chose à laquelle nous devons prêter attention est qu'elles sont apparues entre octobre et décembre, mais n'ont provoqué de réactions qu'aujourd'hui parce qu'elles n'étaient pas passées sur une chaîne états-unienne avant. Il faut que la télévision s'empare d'un sujet pour qu'il existe et qui sait le nombre de cas de torture non référencés par la télévision ?

On peut légitimement penser que ce type de traitement réservé aux prisonniers est quotidien. C'est la règle dans une occupation, demandez aux Palestiniens ? L'occupation est toujours l'occasion pour des jeunes d'exprimer librement sur une population plus âgée ses perversions sexuelles, son imagination malade, ses préjugés, sa haine et son racisme contre les occupés. Le colonialisme libre et démocratique a généralisé le droit au contrôle et à l'oppression. Dans une dictature, il y a des experts pour cela, mais en démocratie, le droit à la torture est pour tout le monde. Demandez aux Palestiniens.

Même si cela n'a rien de comparable, les images de corps entassés font visuellement penser à Auschwitz. D'ailleurs, bien qu'Ariel Sharon et George W. Bush le nient, il y a le même lien de violence dans le génocide des indigènes américains, des juifs et le comportement vis-à-vis des dissidents politiques et des populations sous l'occupation. Les jeunes soldats états-uniens sont venus défouler leur racisme, mais, dans notre monde moderne, on y ajoute l'exhibitionnisme en se prenant en photo.

Aujourd'hui, les mêmes penseurs états-uniens qui justifiaient la torture après le 11 septembre affirment que l'emploi de la torture en Irak est une exception. Ce sont pourtant eux qui ont installé l'atmosphère rendant ces exactions possibles en déshumanisant les Arabes à la télévision. Le pire drame dans tout cela est peut-être que les gens qui ont commis ces actes sont des gens normaux, c'est l'occupation qui est une perversion.

## Geoff Mulgan

Geoff Mulgan est directeur pour les questions politiques et la stratégie dans le cabinet de Tony Blair.

# « Les mensonges des médias empoisonnent notre système »

Source : The Guardian
Référence : « The media's lies poison our system », par Geoff Mulgan, *The Guardian*, 7 mai 2004.

Pendant 5000 ans, les États ont affirmé avec une constance surprenante que leurs buts étaient de protéger leur population contre les menaces, de répondre à leurs besoins, de rendre la justice et, de façon moins évidente, de protéger la vérité (d'abord la cosmogonie, puis la vérité fondée sur les faits et les connaissances). Ces affirmations permettant de légitimer l'État furent plus cosmétiques que réelles jusqu'à une époque assez récente à cause des inévitables différences d'intérêt entre les États et leurs citoyens.
La démocratie a peu à peu contraint les gouvernement à respecter leurs devoirs. Le développement des médias et de l'accès à l'information a rendu cette obligation plus impérative encore. Pour que cette tendance se poursuive, il faut s'assurer que les médias, devenus plus riches et plus puissants que ceux qui nous gouvernement aient une éthique forte, or, celle-ci fait défaut à quelques exceptions près. Cela provoque un fossé toujours plus grand entre ce que le public croit et les faits. Cela se remarque notamment sur l'Europe et l'immigration.
Le conseil d'Harold Evans aux journalistes était de toujours se demander en écoutant un homme politique : « Pourquoi ce connard me ment-il ? ». Mais sans éthique, cette attitude mène au cynisme et sape la vérité. Le manque d'éthique au cœur de la société d'information s'ajoute au développement de la communication commerciale qui laisse penser qu'il n'y a pas de vérité, seulement des stratégies et des affirmations. Ce n'est pas à l'État à apporter une solution à ces questions, mais il faut une mobilisation de la société civile.

## Norman Ornstein

Norman Ornstein est membre de l'American Enterprise Institute et conseiller de la

# « Recette pour des élections bidons »

Source : Washington Post
Référence : « Recipe For Sham Elections », par Norman Ornstein, *Washington Post*, 7 mai 2004.

Deux ans et sept mois après le 11 septembre, un jour où le Sénat et la Chambre des représentants auraient pu être frappés, nous laissant sans quorum nécessaire pendante des mois dans le pire des cas, la Chambre des représentants a finalement débattu d'une réforme constitutionnelle pour faire

Commission pour la continuité du gouvernement.

face à une telle situation. Malheureusement, le texte proposé a fait l'objet d'affrontements partisans.
La loi ne fait que permettre au président de convoquer des élections dans les 45 jours dans les districts vacants en cas de morts de plus de 100 représentants, mais elle ne prévoit rien au cas où ces représentants ne seraient pas morts, mais dans l'incapacité d'assurer leurs fonctions. Il n'y a pas non plus de solution transitoire prévue pendant la période des 45 jours avant les élections. Il ne resterait alors qu'au président à proclamer la loi martiale, et encore cette décision pourrait être prise non par le président élu, mais par son remplaçant s'il était lui même éliminé.
Dans le pire des cas, où des attaques simultanées pourraient frapper différentes villes des États-Unis dont une toucherait le Capitole tuant 350 des représentants. Il faudrait alors une réponse rapide et nous serions pourtant dans l'incapacité de mettre sur pieds des élections justes. La seule vraie alternative est donc la nomination de représentants intérimaires.

## Aleksander Kwasniewski

Aleksander Kwasniewski est président de la République polonais.

# « L'Europe et l'Amérique doivent faire face à ce défi ensemble »

Source : The Independent
Référence : « Europe and America must face this challenge together », par Aleksander Kwasniewski, *The Independent*, 7 mai 2004. Ce texte est adapté d'un discours prononcé à l'University College de Londres.

La décision d'envoyer des troupes polonaises en Irak a été une des plus difficiles de ma vie, mais la Pologne est convaincue qu'elle a fait le bon choix et qu'elle a servi la bonne cause. Nous accomplirons la mission que nous avons acceptée et les soldats polonais ne seront pas chassés d'Irak bien que nous ne resterons pas un jour de plus que nécessaire.
Dans le même temps, la Pologne pense que la nécessaire stabilisation doit se faire sous les auspices de l'ONU. Nous sommes en faveur d'un engagement des forces de l'OTAN car l'Afghanistan a démontré que la coopération internationale a un impact significatif face aux nouveaux défis. Les États-Unis ont besoin de l'Europe car aucun pays ne peut faire face seul aux défis mondiaux. Seule l'action d'une Europe unie avec les États-Unis peut y faire face effectivement.
Les Britanniques et les Polonais ont une longue alliance commune, nous avons combattu ensemble les nazis. L'Europe unie est née de notre sang et de nos efforts. Nous devons la renforcer.